

## DES IDÉES, DES ÉVÉNEMENTS

## Il faut aller de l'avant et participer à la consultation

## POLITIQUE INTERNATIONALE

PAUL PAINCHAUD

LE LIVRE VERT du ministre Joe Clark sur les relations extérieures du Canada, nous l'avons vu la semaine dernière, est décevant du point de vue de son contenu. Mais même comme instrument de consultation, ce document se devait d'être plus complet. Il y a des enjeux importants de la diplomatie canadienne qui n'y apparaissent pas et à propos desquels la consultation projetée aurait été l'occasion d'un véritable exercice pédagogique. De plus, si l'on exclut quelques incantations moralisatrices et sirupeuses, tirées du livre d'heures de John Diefenbaker, le document de M. Clark est essentiellement défaitiste. Il ne devrait pas l'être, car définir des objectifs de politique étrangère, à l'heure actuelle — et cela est vrai pour le Québec —, c'est en même temps

définir le profil d'une société. Ce livre vert est pauvre en spécificités canadiennes sur la scène internationale. Enfin, ce document est sans courage réel. Sous prétexte de laisser les Canadiens s'exprimer librement, il se refuse à proposer des choix motivés. Il pose des questions, comme s'il s'agissait d'aménager un vaste séminaire d'université. Mais on ne fait pas une bonne politique étrangère dans le bla-bla. Il aurait fallu que le gouvernement dise aux Canadiens : « Voici ce que je ferai et pourquoi. Avez-vous d'autres propositions ? » À partir de là, un vrai débat aurait pu s'engager. En vérité, en cherchant à rejoindre un public très vaste, supposément peu accoutumé à discuter de politique internationale, le livre vert prend les Canadiens pour des ignorants. Il dilue

l'information et les choix à un point qui rend la consultation elle-même très difficile, sinon superflue. C'est là un document bâclé, que le gouvernement lui-même ne semble pas avoir pris très au sérieux.

Il faut donc considérer ce document comme une pièce, parmi d'autres possibles, pour amorcer le processus de consultation. Car c'est ce processus lui-même qui est désormais important. Si l'on s'entend bien sur ce que doit être une consultation en politique étrangère, cet exercice peut être d'un intérêt réel pour l'avenir de la diplomatie canadienne. Sur ce point, le gouvernement a raison. Après plus de 40 ans d'une politique étrangère assez stable dans ses postulats et ses orientations, le moment est venu de permettre aux Canadiens de se regarder eux-mêmes dans cette projection vers l'extérieur. Cela, ils n'ont jamais eu l'occasion vraiment de le faire. Si un consensus pouvait se dégager autour de quelques propositions dominantes, le gouvernement disposerait ainsi du principal outil qui lui permettrait d'agir avec efficacité sur la scène internationale. Cette consultation doit

donc être considérée comme un instrument de la diplomatie canadienne elle-même, et non une entreprise parallèle. Pour cette raison, les Canadiens ont un intérêt réel à s'y engager. Il serait irresponsable de la part des partis d'opposition de ne pas y participer avec vigueur.

Mais, en même temps, il faut reconnaître ce que cette consultation ne peut pas donner. Et tout d'abord, elle ne peut pas se substituer au processus normal de la diplomatie, qui suppose souvent des décisions rapides sur des questions difficiles. Là-dessus, le gouvernement a raison de mettre en garde l'opinion et les partis d'opposition. Pour cette raison, la consultation ne pourra porter sur des sujets trop précis. La commission parlementaire devra donc décider du niveau des problèmes à aborder. Par ailleurs, cette consultation ne devrait pas remettre en cause les grandes options de la diplomatie canadienne, celles qui ont été façonnées au cours des ans après 1945, et sur lesquelles il y a un consensus sérieux : ce serait l'occasion d'un bavardage inutile. De plus, cette consultation ne devra pas être perçue comme

un sondage : on doit accepter d'avance que seuls quelques éléments de la société canadienne pourront vraiment s'y intéresser d'une manière active et réfléchie. Enfin, le gouvernement doit garder toute sa liberté devant les propositions qui en émaneront, car les choix de politique étrangère sont souvent davantage déterminés par des facteurs externes et des décisions des autres États que par le gouvernement lui-même. Il serait dangereux de créer des attentes qui ne pourraient pas être satisfaites.

Si, donc, on se garde de trop d'illusions et si l'on en circonscrit les limites, le processus de consultation peut être l'occasion d'une prise de conscience importante au sein de l'opinion publique canadienne. Car le livre vert du ministre Joe Clark a tout de même le mérite d'introduire dans le débat public deux dimensions qui en étaient autrefois à peu près totalement absentes : 1) le Canada ne peut pas tout faire sur la scène internationale; des choix précis s'imposent quant aux niveaux, aux modes et aux lieux de nos interventions; 2) la

politique internationale coûte de plus en plus cher, exige de plus en plus de ressources, et les Canadiens doivent accepter d'investir à ce niveau dans une perspective à long terme. Les deux dimensions sont liées, mais distinctes. C'est à partir de cette problématique fondamentale que la commission parlementaire devrait engager le processus de consultation : à savoir que parce qu'il faut payer, on ne peut pas tout faire. Par conséquent, où sont les vrais intérêts du Canada, où celui-ci peut-il être le plus utile ?

Si un consensus se dégage sur ces questions, il s'agira d'une véritable révolution, car la tradition canadienne a voulu jusqu'ici qu'il faille être beau et bon à tous et à tout. Reconnaître avec lucidité les limites de l'action internationale du Canada constituerait donc un progrès majeur. Mais, en même temps, la diplomatie canadienne pourrait se donner des objectifs précis de rendement et d'efficacité. L'ego national en souffrira peut-être, mais la politique étrangère a d'abord pour fonction de régler des problèmes, et non de créer des états d'âme.